

## PRES DE 60 000 MANIFESTANTS DANS TOUTE LA FRANCE

*Dans tous les secteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (IUT, IUFM, laboratoires des organismes, écoles et instituts, etc.), la mobilisation des personnels reste déterminée après plus de six semaines de grèves et de manifestations. Ce formidable mouvement traduit une crise profonde.*

*Le gouvernement ne peut plus l'ignorer. Son refus d'entendre les revendications et d'ouvrir des négociations est un aveuglement dangereux.*

Les syndicats nationaux de la FSU (SNESUP, SNES, SNUIPP, SNEP, SNUEP) se félicitent de la mobilisation continue du monde universitaire et du succès (largement plus de 50000 personnes) des manifestations du 11 mars. Ils refusent les termes posés actuellement par le gouvernement en matière de mastérisation de la formation des enseignants et des concours.

Ils exigent un report pour une remise à plat globale des dispositifs visant à associer le master au recrutement des futurs enseignants.

Dans l'immédiat, ils réclament :

- un débat national approfondi avec l'objectif d'une évolution des concours en 2011,
- le maintien des conditions actuelles (voire plus favorables pour les étudiants) pour les concours 2010 et la formation professionnelle associée.

Marseille : 3000 – Besançon : 500 – Paris : 25000 – Caen : 2500 – Chambéry : 100 – Orléans : 500 – Rouen : 1500 – Lyon : 5000 – Strasbourg : 3500 – Grenoble : 500 – Montpellier : 2000 – Lille : 1000 – Rennes : 3000 – Nancy : 900 – Tours : 1000 – Toulouse : 4000 – Pau : 600 – Poitiers : 1300...

Ce sont plus de 50 000 manifestants qui ont défilé dans tout le pays aujourd'hui mercredi 11 mars à l'appel des organisations représentatives et des collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche, et du monde éducatif. Cette nouvelle journée nationale d'action des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche et des étudiants associait également l'ensemble du monde éducatif, « de la maternelle à l'université ». La détermination dans les cortèges était avérée, malgré la volonté du gouvernement de pourrissement du conflit.

Le SNESUP met en garde le gouvernement contre les tentatives de provocations et la répression policière qui exacerberait la colère de la communauté universitaire.

Le SNESUP appelle à la consolidation de la mobilisation et interpelle solennellement le gouvernement pour qu'il entende enfin les revendications du monde universitaire et de la recherche et que, sur la base de celles-ci, s'ouvrent des négociations rapides et efficaces avec tous les acteurs de la mobilisation.

### Appel au 19 mars 2009 des organisations syndicales CFTD, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA

La forte mobilisation du 29 janvier a conduit le président de la République à annoncer à l'occasion de la rencontre avec les partenaires sociaux, le 18 février, une légère inflexion sociale à son plan de relance. En réponse à une partie des revendications avancées par les organisations syndicales, des mesures sont annoncées, des processus de concertation sont proposés sur le partage de la valeur ajoutée et des profits, un fonds d'investissement social est programmé.

Les organisations syndicales CFTD, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA considèrent que les mesures sont trop parcellaires pour modifier le cap économique de la politique gouvernementale. Par ailleurs le Président a refusé catégoriquement d'augmenter le Smic, de modifier sa politique d'emploi dans les fonctions publiques et de revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires... A cela s'ajoutent l'attitude dogmatique du patronat et son refus d'assumer ses responsabilités.

La crise nécessite des réponses d'une toute autre portée. Les effets de la crise économique et financière s'accroissent et accroissent les inquiétudes des salariés. La recrudescence des suppressions d'emploi, d'utilisation du chômage partiel, contribuent à amplifier la récession et pèsent lourd sur le pouvoir d'achat qui se dégrade.

Tout ceci conduit les organisations syndicales à poursuivre la mobilisation. Elles appellent à poursuivre les actions engagées dans les secteurs professionnels. Elles confirment la journée de mobilisation interprofessionnelle du 19 mars 2009 qui donnera lieu à des grèves et des manifestations dans tout le pays.

En prolongement de leur déclaration commune du 5 janvier 2009, elles appellent leurs syndicats et les salariés, les demandeurs d'emploi, les retraités, à faire entendre au gouvernement comme aux responsables patronaux et employeurs leurs revendications :

- défendre l'emploi privé et public,
- lutter contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales,
- exiger des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités,
- défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité.

Elles expriment leur solidarité et leur soutien aux salariés des DOM et à leurs organisations syndicales et appellent gouvernement et patronat à répondre positivement aux revendications posées.